

PÊCHE ÉLÉMENTS DE REFLEXION

«Ce qui a été obtenu, c'est du court terme ; or si l'on veut que le métier continue, et que l'on ait espoir d'en vivre, c'est du long terme qu'il faut. Il faudra continuer à se battre, car on voit bien, lorsqu'on se trouve en réunion, avec des ministres français ou européens, on se demande s'ils sont là en tant que médecins pour nous guérir de notre maladie ou en tant que prêtres pour nous donner l'extrême onction. Il faudrait vraiment leur poser la question, car on ne peut pas laisser crever toute une région». Ces propos tenus par le vice président du comité de survie de la pêche, André Le Berre, lors d'une interview le 2 Mars 1994, montrait, après 2 ans de bataille combien il était inquiet pour ce secteur économique vital pour notre région.

14 années après, le 29 mai 2008, lors d'une réunion interprofessionnelle de la filière pêche, le président de la CCI Quimper Cornouaille, gestionnaire des 7 ports de pêche du Sud Finistère s'interroge: *« Je me demande si on ne veut pas tuer la pêche? ».*

Que s'est il passé pour en arriver là ?

Après la crise de 1993 1994, on constate que malgré les discours et les bonnes intentions, rien sur le fond n'a guère changé: l'ensemble de ce secteur économique a continué sur les mêmes schémas de fonctionnement. Il n'y a eu aucune remise en cause. C'est ce qui a entraîné, en partie, sa marginalisation économique.

On semble à nouveau découvrir les problèmes: ils sont pourtant bien présents depuis cette première grande crise.

D'ailleurs les manifestations des producteurs de 2008 montrent des similitudes flagrantes avec la celles de 1994 (mise à part leur moindre ampleur). Les vieux démons resurgissent : on s'en prend aux importations, aux mareyeurs et à leurs outils de travail, aux GMS (grandes et moyennes surfaces) et bien sûr, à l'Europe avec ses quotas et ses technocrates

Le prix du gas oil, actuellement largement gonflé par la spéculation financière, est en fait le détonateur à retardement d'une crise profondément structurelle de ce secteur économique.

Les gouvernements successifs n'ont fait que gagner du temps.

Nous avons assisté à une gestion au jour le jour, dans l'urgence, en réaction aux évènements, en saupoudrant au coup par coup (plans de casse des bateaux, abandon de la pêche au thon germon au profit de l'Espagne, dégrèvement de charges sociales, non perception de taxes, aide au carburant par le biais du FPAP (Fond de Prévention des Aléas de la Pêche), bref, un soutien à la petite semaine, une mise sous perfusion massive, et surtout pas le début du commencement d'une politique dynamique de développement de l'activité ou au minimum de son maintien.

Cette politique a, petit à petit, fait pénétrer le doute dans les esprits sur l'avenir de l'économie de la pêche dans la région et a développé le discours fataliste du « No Future » et une culture de l'assistanat.

«Gagnons du temps et veillons le mourant en unité de soins palliatifs pour qu'il disparaisse discrètement»
Tel peut être le constat.

Dans cette période, l'outil de production a vieilli, il s'est très peu renouvelé, mis à part quelques exemples significatifs que sont les armements semi artisanaux de la Bigoudénie et des Côtes d'Armor. D'autre part, de nombreux navires ont également été vendus soit à l'extérieur de la région ou à l'étranger notamment en Irlande ces dernières années.

Les structures du marché et ses besoins ont fondamentalement changé : les importations couvrent 85% des besoins intérieurs du marché français, les GMS représentent 80% de la distribution du poisson frais, les restructurations et les disparitions d'entreprises de marée se sont accélérées, alors que le système de première mise en marché du poisson, source première de la rémunération des armements et des équipages, est resté figé dans un schéma ne correspondant plus majoritairement à la nouvelle donne des échanges commerciaux.

Les consommateurs aussi ont changé, s'orientant de plus en plus vers des produits transformés. Or s'il manque un maillon dans notre région c'est bien celui d'une industrie de transformation à haute valeur ajoutée.

Le maintien de l'activité pêche ne se fera qu'au prix de plusieurs remises en cause :

1- technique :

Avec une restructuration des outils de production permettant au minimum son maintien au niveau actuel. Ceci implique le développement de nouvelles technologies moins gourmandes en énergie, notamment pour les flottilles chalutières qui sont l'ossature de la filière en termes d'emplois induits et en valeur débarquée (développement d'engins de pêche sélectifs, amélioration des trains de pêche, motorisation, nouvelles carènes). Des exemples concrets ont été réalisés dans le plan «bateaux générique » initié par le Comité Local du quartier du Guilvinec. S'il y a eu un certain nombre de canots à s'être engagés dans cette démarche, malheureusement, au niveau du chalutage, ce plan n'a pas rencontré preneur, ou peu, par manque de candidats à l'installation et aussi par manque de financement : il n'y a pas eu de réelle volonté de la part des institutions à l'installation de jeunes dans des projets innovants.

Une collaboration étroite avec les scientifiques devrait permettre le développement de techniques de captures sélectives, ainsi que le suivi des stocks (exemples de la baie de StBrieuc pour la coquille et des chaluts sélectifs à langoustines au Guilvinec).

Mais ceci nécessite une augmentation massive des budgets de recherche et création de postes; les pôles scientifiques de Brest/Lorient offrent un vivier de compétences reconnues qui ne demande qu'à s'étendre. Cependant, les scientifiques et les producteurs doivent apprendre à travailler ensemble et non plus se méfier les uns des autres. Ceci implique un changement profond de mentalité des deux partenaires.

2- social :

Une remise en cause des modèles des rapports sociaux est nécessaire.

A notre époque, dans une Europe développée et riche (?) est-il envisageable d'aller travailler dur, de risquer parfois sa vie sans être assuré d'une rémunération minimum ? La réponse est non. C'est pourtant le cas de la majorité des équipages qui sont sous le régime archaïque de la rémunération à la part, soumis aux cours aléatoires du premier marché et grevé par l'explosion du prix du gas oil, notamment depuis 2004. L'encadrement de plus en plus strict des captures, la diminution des quotas, ne permettent plus d'envisager les «marées miraculeuses» et leur rémunération qui faisaient parfois rêver. Les partenaires sociaux doivent s'organiser pour aboutir à un véritable statut du marin salarié. C'est une des voies pour garantir un recrutement de qualité, car cette question est primordiale tout autant que l'explosion du coût du carburant.

3- institutionnel :

A cela il faut associer une structure interprofessionnelle forte. Or, pour le moment de comité de survie en comité de crise, de comités locaux en comités nationaux, en passant par les organisations de producteurs, le «mille feuille des institutions représentatives» est trop indigeste pour être efficace. Les professionnels semblent avoir perdu confiance dans leurs organisations. Si ce secteur veut continuer à vivre, les corporatismes, les individualismes doivent disparaître au profit d'organismes professionnels aux responsabilités et compétences clairement définies, associant le secteur commercial du mareyage et de la transformation. Une mise à plat des multiples structures actuelles est inévitable.

Les récentes démissions de certains responsables de Boulogne aux Sables d'Olonne, en passant par Cherbourg et Le Guilvinec, quelques soient les mérites qu'ils aient eu de tenir la révolte à bout de bras, montrent à quel point ce secteur est désorienté et désespéré. Pourtant, notamment dans le quartier du Guilvinec, une avancée été mise en place, à savoir les Contrats Bleus de la Coopérative Ar Mor Glaz. C'est une preuve que localement des professionnels responsables se sont emparés du problème et on fait des propositions offensives et novatrices. Certes cela n'élimine pas les causes de la crise cependant, c'est un premier résultat concret.

Qu'attendre de ce gouvernement et de l'Europe?

Le cynisme des libéraux aux manettes du gouvernement et à la Commission Européenne, l'expérience des dernières années fait qu'on peut

douter de l'aboutissement positif des luttes actuelles : exemple, le 30 Mai dernier Joe Borg, commissaire européen à la pêche, réclame à la France 77 millions d'euros, du fond FPAF qui servait à amortir la hausse du gas oil depuis 2004 ; il le fait à point nommé, en pleine crise ! Michel Barnier, Ministre de l'Agriculture et de la Pêche, ancien commissaire européen aux Régions dans la commission Prodi (1994 à 2004), ne réagit pas, il n'en est même pas étonné ! Il est vrai que c'est un ancien de la maison et qu'il en connaît les ficelles !

Il est vrai aussi que le gas oil a augmenté de 240% en quatre ans et que les indemnités présidentielles ont fait un bond de 150% en une seule année ! Mais pour la réunion du Conseil Européen de la pêche la question du gas oil est absente de l'ordre du jour ! C'est sans doute ce que Monsieur Joe Borg appelle «avoir compris l'urgence de la situation».

Le «plan Barnier» qui promet 310 millions d'euros sur trois ans est plein de bonnes intentions, mais qu'en penser lorsque la ministre des finances elle même dit ne pas en avoir les moyens ?

On peut toujours leur suggérer de lire le rapport parlementaire sur les «niches fiscales» qui nous apprend que le montant de celles ci en 2004 était de 50 milliards d'euros et qu'il est pour 2007 de 70 milliards ! C'est à dire du manque à gagner pour l'Etat. Comme quoi tout ne va pas si mal pour tout le monde.

Alors où est le problème pour financer un véritable plan d'avenir pour le secteur de la pêche?

Ces dernières semaines, nous avons pu voir quelle importance a la question de la pêche pour le gouvernement : une absence totale du Premier Ministre ; quant au Président de la République, lors de sa visite à Rungis pour rendre hommage aux travailleurs qui le lèvent tôt et gagnent le SMIC, il a préféré aller au rayon fromages plutôt qu'au pavillon de la marée!

A croire qu'il n'y pas eu assez de violences pour que le président s'y intéresse !

Mais il est vrai que lorsqu'il était encore qu'un ministre de l'Intérieur en campagne électorale, il nous avait montré son opinion sur le secteur par cette déclaration au Guilvinec sur L'Enim, la caisse de retraite des marins «400 000 inactifs pour 200 000 actifs, comment ça peut marcher ? Le réveil sera brutal».

Comment imaginer qu'un véritable plan sera mis en oeuvre pour l'interprofession, alors que pendant tant d'années ces mêmes responsables politiques n'ont rien anticipé les problèmes, alors que bien des clignotants étaient déjà allumés ? Il est à parier que le jeu du «c'est pas moi c'est l'autre» (Buxelles), va continuer, car c'est la nature même du système libéral qui le veut. Si les professionnels de la filière ne maintiennent pas la pression, on aboutira, par la conjonction des décisions politiques nationales et

européennes, à la liquidation de tout un secteur de notre économie. (Voir la sidérurgie)

Mais pour notre région, reconnue pourtant par la Commission Européenne comme zone fortement dépendante de la pêche, les enjeux qui sont en cause sont vitaux : ici c'est la vie même qu'on assassine, c'est la déstructuration de notre territoire : la pêche, les hôpitaux, les restructurations de l'agro alimentaire (Doux, Dandy), l'élimination du plan Campus Universitaire par la ministre Pécresse, projet fédérant l'ensemble des universités bretonnes en une Université Européenne de Bretagne, oui c'est bien notre région qui crève et c'est bien là que nous mène l'ultra libéralisme imposé par l'Europe et piloté par nos gouvernants.

Fanch Dorval 17 juin 2008

